Coordonner les acteurs culturels engagés sur les migrations

Marie Poinot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/7393>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.7393](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.7393)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018

Pagination : 126-131

ISBN : 978-2-919040-42-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot, « Coordonner les acteurs culturels engagés sur les migrations », *Hommes & migrations* [En ligne], 1323 | 2018, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/7393> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.7393>

RÉPÉRAGE

Coordonner les acteurs culturels engagés sur les migrations

Entretien avec Benjamin Stora, historien, professeur des universités, président du Conseil d'orientation de l'EPPPD et Jean-Pascal Lanuit, administrateur civil hors classe, à propos de la mission confiée par la ministre de la Culture sur la coordination de l'action culturelle des établissements nationaux.

réalisé par **Marie Poinot**,
rédactrice en chef de la revue.

H

Hommes & Migrations : Pourriez-vous nous faire un rapide rappel de la mission qui vous a été confiée par la ministre de la Culture et des enjeux attendants ?

Benjamin Stora : Cette mission consiste à faire un état des lieux des actions entreprises dans le monde culturel en solidarité avec les réfugiés et les migrants depuis plusieurs années, et qui touchent à la fois les établissements publics et les acteurs de la société civile. Alors que beaucoup d'actions de ce type sont réalisées en France, les acteurs eux-mêmes n'en n'ont pas conscience et n'ont pas de vue globale sur ce qui se fait. La seconde partie de cette mission est d'inscrire sur la longue durée la possibilité d'un regard de la société française sur les migrations qui est en partie négatif, de réfléchir et de combattre ces stéréotypes. Enfin, il s'agissait de parler des migrants qui sont eux-mêmes des acteurs culturels, c'est-à-dire des artistes dans toutes les disciplines qui se trouvent aujourd'hui en exil et qu'il s'agit d'aider dans tous les domaines. L'objectif n'est pas de se substituer à toutes ces initiatives mais de leur donner une visibilité plus grande. La mission n'a pas établi de cartographie systématique des actions. Il y a des endroits qui, paradoxalement, sont caractérisés par une faible présence des migrants, mais où les acteurs culturels s'avèrent à la fois très coopératifs et actifs comme, par exemple, dans la région de Vichy ou de Pau. Parfois, des acteurs sont très engagés dans les localités où vivent les migrants comme à Grande-Synthe, dans le sens de l'alphabétisation et de l'action solidaire.

H&M : *Les droits culturels des migrants sont rappelés dans la lettre de mission. Pourquoi, selon vous, ces droits peuvent-ils garantir leur reconnaissance culturelle, leur dignité et leur enracinement dans la société française ?*

B. S. : Un migrant n'est pas simplement quelqu'un qui fuit son pays sans histoire et sans désir particulier. C'est aussi une personne qui, parmi ses droits fondamentaux, peut aussi avoir accès à la culture. Pour pénétrer dans une société, pour la comprendre et en saisir les codes, la culture est décisive à mon sens. À travers la culture, on peut savoir comment elle a été fabriquée par l'Histoire. Et la France, en particulier, attire dans le monde et suscite des désirs nombreux car elle a une image culturelle forte, une image de grande patrie culturelle avec une grande Histoire, une culture et des libertés. Les droits

► Benjamin Stora. © D.R

culturels fournissent des clés pour comprendre cette société française. Parmi les droits culturels, un aspect très important est celui de l'appropriation de la langue française. Actuellement, la plupart des migrants, en attendant que leur situation juridique se régularise, n'ont pas la possibilité d'apprendre le français et donc ne peuvent pas « avancer » dans la société française. C'est l'une des grandes revendications du rapport que d'insister sur la dimension linguistique de l'accueil. L'intégration se fait par le travail, et donc l'obtention de papiers, tout cela étant conditionné par la capacité à se repérer dans les démarches administratives et sur le marché de l'emploi en maîtrisant le français. La question culturelle, sous l'angle linguistique, est donc centrale. Or la situation est inversée et les migrants sont bloqués pour des raisons de compréhension de la langue dans leurs démarches d'insertion.

Jean-Pascal Lanuit : La notion de « droits culturels » a été introduite récemment en droit français, par la loi NOTRe, même si la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 les évoque dans son article 22, au même titre que les droits économiques et sociaux indispensables à un développement personnel et à la dignité. Le périmètre exact de ces droits n'est pas encore tracé, malgré la référence faite par le législateur à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005. Il était important de rappeler que l'accès aux droits culturels ne suppose pas une condition de nationalité ou même de titre, et donc que les migrants en bénéficient comme toutes les autres personnes. Sur un plan plus opérationnel, les conditions de vie des migrants en font facilement un public éloigné de l'offre culturelle voire un public empêché, ce qui justifie une action spécifique. Il faut souligner bien

sûr l'importance de la langue, mais l'on sait également que l'apprentissage est plus efficace quand il intègre une dimension émotionnelle. Or, précisément, les activités culturelles apportent cette dimension.

H&M : *Une autre orientation de cette mission porte sur les représentations des migrants et réfugiés dans l'opinion. Changer les regards par la culture favorise-t-il l'engagement vers plus de solidarité et d'hospitalité ?*

B. S. : Cette mission de changer les regards est difficile. Elle est entreprise par le Musée depuis sa création, en exposant deux siècles d'immigration et en insistant sur les traditions d'hospitalité, les périodes de rejet, les parties de la population qui restent hostiles aux étrangers, les vagues de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie. Mais cette tâche immense ne peut être accomplie de manière isolée. Il faut mobiliser le cinéma, la littérature, et les autres disciplines artistiques pour que l'étranger perçu comme séparé définitivement de la société d'accueil ne le soit plus. Il doit être perçu comme adhérant à une aspiration commune, vivant dans une même humanité. Cette dimension est très difficile parce que les peurs s'additionnent dans nos sociétés européennes : la peur du déclassement social qui est la principale, à mon sens, en induisant des rivalités dans le travail ; le développement des emplois à coûts très bas ; la peur face à une religion différente comme l'islam qui s'explique par la grande méconnaissance des batailles démocratiques livrées dans le monde musulman, notamment pour l'égalité hommes-femmes ; et la peur en référence à un héritage colonial

« L'intégration se fait par le travail, et donc l'obtention de papiers, tout cela étant conditionné par la capacité à se repérer dans les démarches administratives et sur le marché de l'emploi en maîtrisant le français.

car l'Europe a dominé le monde pendant deux siècles et a conservé cette volonté de maintenir cette domination par le biais culturel. La « mission civilisatrice » établit une hiérarchisation culturelle entre les peuples qui s'est imposé dans les esprits depuis très longtemps. Or cette hiérarchie est aujourd'hui bouleversée, remise en question par l'émergence de nou-

veaux mondes et cela se traduit par un sentiment de perte ou d'abandon d'une position de suprématie antérieure.

Pour lutter contre les représentations négatives de l'immigration, il faut développer également des contacts dans les grands médias pour combattre les stéréotypes. Les médias sont, en effet, emportés par les effets de l'actualité et de l'immédiateté de l'information, sans volonté préétablie de stigmatiser les migrants. Mais, de facto, pris par l'urgence de l'actualité, ils ne peuvent pas inscrire cette réalité migratoire dans le temps long ou dans la complexité. Il faut donc les aider pour modifier les représentations de l'immigration dans tous les espaces médiatiques : journaux télévisés, fictions, séries et documentaires, etc. C'est, par exemple, le sens de ma participation au CSA, avec Mémona Hintermann, qui fait un travail formidable pour enrichir les propositions de programmes. Je crois beaucoup à la valeur pédagogique de la fiction qui nécessite un vrai travail documentaire, à travers des personnages compliqués voire contradictoires pour lesquels on éprouve de la compassion ou de l'hostilité, comme ce que fait

Philippe Faucon dans ses derniers films et d'autres cinéastes. Pour les séries qui captent l'attention des jeunes générations, ce travail sur les migrations est timide mais pourtant essentiel si on veut modifier les représentations futures de la société française. Le discours anti-média apparaît comme convenu et finalement paresseux. Il faut travailler à l'élaboration de la complexité.

Les artistes sont des personnalités à mobiliser. Les comédiens, les musiciens et autres qui sont apparus dans les années 1980-1990 et qui ont aujourd'hui une très grande notoriété. Certains ont pu jouer un grand rôle dans les mouvements antiracistes et ont permis de fabriquer d'autres imaginaires et contribué à freiner les vagues anti-immigrés qui touchent d'autres pays européens. Ce sera le thème d'une prochaine exposition qui ouvrira au Musée en mars 2019 et qui présentera l'engagement dans les combats de ces artistes dans deux grandes métropoles que ce sont Paris et Londres entre les décennies 1960 et 1990. Ce sont des batailles culturelles à reprendre de manière perpétuelle, sans relâche, pour réécrire l'histoire et réinscrire les mémoires.

J.-P. L. : S'il faut aider les scénaristes et les artistes à mieux comprendre la complexité des situations derrière les migrations et à inventer des formes plus adaptées à leur compréhension, par exemple par le biais du genre renouvelé qu'est la série, on constate néanmoins que le contact direct avec l'autre est le meilleur antidote à la persistance des préjugés, des stéréotypes et des peurs. La culture offre un champ formidable pour ce contact, car elle permet un échange mutuellement enrichissant. Il faut donc favoriser des activités culturelles qui mixent ces publics, qui encouragent l'échange, qui ouvrent sur une meilleure compréhension. Ces initiatives sont parfois très locales, mais c'est bien à ce niveau qu'il faut rendre les choses plus faciles.

H&M : *La mission consiste en un premier inventaire des initiatives portées par le secteur culturel. Quels sont les types d'action les plus fréquentes et vos commentaires et réflexions sur cet état des lieux ?*

J.-P. L. : Un inventaire complet est évidemment impossible à réaliser. Il y a une multitude d'initiatives très locales, parfois individuelles, en dehors de tout cadre associatif ou public. La culture est apparue, lors de la mission, comme l'un des vecteurs privilégiés pour le contact avec l'autre. À ce niveau, la mobilisation se réalise souvent autour de la question de la langue, qui n'est que très imparfaitement traitée par les pouvoirs publics. Mais parfois la rencontre se fait, par exemple, sur de la pratique musicale en commun, de la découverte gastronomique, des visites en commun de lieux culturels.

Les « institutions culturelles » de l'État ne sont pas en reste. Beaucoup de musées, de lieux, organisent des visites pour ces publics spécifiques comme le Palais de Tokyo, le musée du Louvre, mais également de très petites institutions, ou des monuments du Centre des monuments nationaux qui organisent un accès gratuit et une médiation avec l'aide des associations. Souvent, également, la visite s'articule avec l'apprentissage de la langue. Les médiathèques, la Bibliothèque publique d'information (BPI), la Bibliothèque nationale de France (BnF) sont très mobilisées sur la connaissance, par le public migrant et les tra-

vailleurs sociaux, des outils d'autoformation en français langue étrangère qui existent et sont à leur disposition. Nous constatons aussi que des structures culturelles de champs disciplinaires différents s'associent pour proposer des

« Faire un rapport pour identifier et expliquer les types d'actions de solidarité avec les migrants est en soi un geste politique : être non seulement dans l'analyse de la situation mais aussi dans la fabrication d'une autre position sur l'immigration.

actions : le théâtre, par exemple, avec les bibliothèques dans des ateliers d'écriture comme le fait La Colline. L'activité du secteur de la création est importante, car elle contribue aussi à renforcer les capacités d'expression des migrants.

Toutes ces initiatives sont heureuses.

Mais elles sont parfois difficiles à monter

car le champ de l'hébergement des adultes ne s'articule pas aussi spontanément avec le champ culturel que, par exemple, celui de la jeunesse, de la politique de la ville, des politiques pénitentiaires. C'est un champ caractérisé par la gestion de l'urgence, la prise en compte de l'importance de la culture n'y est encore que relative.

H&M: La mise en relation et coordination entre les acteurs culturels (opérateurs nationaux, collectivités territoriales, centres d'hébergement, associations, artistes etc.) est-elle difficile à mettre en place ?

Quels sont les moyens institutionnels et budgétaires qui seraient envisageables pour mener à bien cette mission ?

B. S. : Cette mission avait pour but également de réfléchir à la coordination des acteurs culturels engagés dans cette problématique des migrations. Nous avons rencontré des plateformes qui fédèrent des initiatives comme, par exemple, celle des « Filles sur le pont » ou celle intitulée « Place publique » qui peuvent mettre en relation des acteurs sociaux en demande et des acteurs culturels qui se proposent d'intervenir. On observe que l'enjeu de l'accueil des migrants est devenu un marqueur déterminant dans l'engagement politique des jeunes qui se mobilisent et participent à des actions politiques ou culturelles en opposition, ou refus, des clivages politiques classiques. Il faut absolument en tenir compte et voir comment accompagner ce bouillonnement d'interventions nouvelles.

Le rapport propose de constituer un fonds participatif à partir d'une démarche de financement volontaire par les usagers d'activités culturelles de toute sorte (exposition, film, concerts, achat d'ouvrage etc.) qui pourraient accepter de donner « un euro de solidarité pour les migrants » afin de financer toutes ces batailles culturelles et de solidarité pratique avec les artistes en exil. C'est l'un des moyens proposés par ce rapport qui apporterait un budget pour ce champ d'intervention et la coordination des acteurs culturels.

Ce rapport s'inscrit dans une situation difficile puisque l'opinion française est en partie hostile aux migrants et les partis politiques traditionnels se détournent de cette question (on a bien vu leur attitude à l'occasion de l'accueil de l'*Aquarius*). Faire un rapport pour identifier et expliquer les types d'actions de solidarité avec les migrants est en soi un geste politique : être non seulement dans l'analyse de la situation mais aussi dans la fabrication d'une autre position sur l'immigration.

J.-P. L. : Des moyens budgétaires nouveaux seraient toujours les bienvenus. Mais la situation dégradée des finances publiques ne doit pas être un prétexte à l'inaction. L'accueil, le travail avec les migrants est une mission normale des établissements culturels, un devoir normal pour les collectivités. Beaucoup des mesures prises pour eux génèrent, par ailleurs, des externalités positives : les migrants ne sont pas les seuls à utiliser les guides en français facile des musées, loin de là. Se tourner vers ces publics, c'est se tourner vers le public. Nous espérons cependant que le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI) pourra venir conforter les initiatives de plus grande ampleur comme la mise en place d'interventions hors les murs, dans les Centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA), des établissements publics afin que l'existence du réseau culturel soit connue au plus vite et au plus près des migrants.

H&M : *Avez-vous eu le temps de comparer la situation en France avec celles d'autres pays en Europe ? Comment se situe la France dans l'espace européen à ce propos ?*

B. S. : Nous n'avons pas eu le temps de visiter d'autres pays et de comparer la situation française avec d'autres situations européennes. On peut juste dire qu'en Hongrie, en Autriche et même en Allemagne dans certains Länder, en Italie récemment, cette bataille culturelle de solidarité avec les migrants est confrontée à un nationalisme très marqué. La question culturelle en faveur des migrants ne peut pas être traitée sans une prise en compte politique européenne d'ensemble qui est plutôt inscrite dans une tendance à la fermeture, au rejet et à la xénophobie. Or la bataille culturelle est une tradition française. C'est, par exemple, la France qui a, je crois, le plus grand réseau d'instituts culturels à l'étranger et un maillage d'acteurs culturels dense sur son territoire. Ce pays existe par son engagement culturel et c'est pour cela qu'il est attractif également.

J.-P. L. : La France dispose d'atouts très importants. La culture y occupe une place de premier plan. Elle puise à la fois dans un patrimoine et une histoire exceptionnelle et une ouverture à la culture de l'autre historique, fondée sur l'universalisme des lumières. C'est un pont magnifique qui permet la rencontre. Mais elle a aussi gardé des habitudes de la période post-coloniale voire coloniale. Les Allemands ne lésinent pas sur l'apprentissage de leur langue pour les demandeurs d'asile qui viennent chez eux, alors que les moyens sont dérisoires en France, comme si l'on considérait comme normal de parler notre langue avant même d'entrer sur le territoire. Or la composition des migrants a changé, ils sont de plus en plus souvent allophones et les administrations françaises semblent mal armées pour gérer cette diversification des provenances dans toutes ses dimensions anthropologiques. L'idée d'un glossaire multilingue du vocabulaire de l'administration française, proposé par l'académicienne Barbara Cassin, prend ici tout son sens. ■